



# COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

EDITORIAL

## Jours de carence maladie *Un premier recul du gouvernement*

Devant les députés UMP, François Fillon s'est dit mardi prêt à renoncer à l'instauration d'un quatrième jour de carence pour les arrêts-maladie des salariés du secteur privé à condition que soit trouvée une autre mesure permettant la même économie.

L'annonce de la mise en place de ce jour de carence supplémentaire en cas d'arrêt maladie pour les salariés du privé et l'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires avait déclenché l'ire des organisations syndicales. ainsi dans leur communiqué commun vendredi 18 novembre, CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires avaient pointé qu'après *"la taxe sur les complémentaires, les déremboursements, l'instauration de forfaits et franchises, les ponctions sur le budget de l'assurance maladie, la diminution des prestations sociales, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics », en instaurant un jour de carence de plus dans le privé et un dans la Fonction publique et en tentant d'opposer les uns aux autres."*

**C'est donc un premier recul du gouvernement**, mais pour autant, l'exécutif et sa majorité entendent bien réaliser par d'autres mesures les quelques 200 millions d'euros d'économies escomptées. En outre, François Fillon ne renonce pas à instaurer un jour de carence pour les fonctionnaires qui dégagerait 120 millions d'euros d'économies.

Au plus bas dans les sondages et en échec complet sur sa politique sociale, le président Sarkozy et son gouvernement usent et abusent de la stigmatisation et des oppositions. C'est ainsi qu'il justifie la le flicage des assurés sociaux soupçonnés de fraude sociale en évitant soigneusement de combattre la fraude massive des entreprises. De même, il pénalise les fonctionnaires en prétendant que l'instauration d'un délai de carence serait une mesure de justice sociale.

### Sommaire

- P2 : VALEO
- P3 : Communiqué Intersyndical, action de samedi 26/11
- P4 : Communiqué de presse de la FSESP



N° 1399 du Jeudi 24 Novembre 2011

DEPOSE LE 24 NOVEMBRE 2011

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

### AGENDA :

- 26 novembre : rassemblement Place de Jaude : DETTE PUBLIQUE
- 30 novembre : journée d'action européenne services publics
- 1er décembre : journée d'action nationale dans les plateformes téléphoniques
- 1<sup>er</sup> décembre : action ACTICALL



## CHEZ VALEO COMME AILLEURS, S'EXPRIMER N'EST PAS UNE FAUTE !

**Faire taire un militant de la CGT, tous les patrons en rêvent.** D'ailleurs l'entreprise VALEO a tenté de faire de son rêve une réalité : en sanctionnant Fabrice FARGHEOT, délégué syndical, de 5 jours de mise pied, au motif d'avoir donné une interview au journal LA MONTAGNE, l'employeur méconnaissait une liberté fondamentale, celle de s'exprimer librement.

Pour certains d'entre nous, cette affaire rappelle le cas d'Alain CLAVAUD, ouvrier DUNLOP, licencié pour avoir donné une interview au journal l'Humanité. Il réintégra l'entreprise par décision de justice, au motif que cette dernière avait méconnu la liberté d'expression dont jouissent les salariés dans l'entreprise.

Ainsi, s'exprimer dans l'entreprise, ou hors de l'entreprise mais sur un sujet lié au travail reste un sujet tabou pour les employeurs. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là d'un droit inhérent à l'activité syndicale, droit que tout militant doit exercer sans entrave : il en va de l'efficacité de notre action !

**Les faits :** en juin 2009, l'équipementier automobile mettait en place un énième plan de sauvegarde de l'emploi et le CE en était avisé conformément aux règles légales. Il est alors question de la politique tarifaire de VALEO avec ses clients (RENAULT, CITROËN et PSA) et les conséquences sur l'emploi.

Interrogé par le journal local, Fabrice dénonce le rôle des constructeurs qui tentent d'imposer des rabais substantiels à l'équipementier. Ce dernier prend alors prétexte des baisses accordées, pour légitimer les suppressions d'emplois.

Ces informations « confidentielles » données aux journalistes valent à notre camarade 5 jours de mise à pied et donc le non paiement du salaire inhérent à ce type de sanction.

**La décision :** Fabrice a donc décidé de saisir le Conseil des Prud'hommes et l'Union Départementale est intervenue à l'instance pour appuyer sa demande d'annulation de la sanction.

**La juridiction, en formation de départage, a fait droit à sa demande. Certes, dans une décision du 16 novembre 2011, un peu frileuse dirons-nous, elle ne retient pas l'atteinte à la liberté d'expression, liberté reconnue comme fondamentale dans notre arsenal juridique.**

**Elle estime cependant que notre camarade n'a commis aucune faute. En effet, VALEO ne démontre pas en quoi les informations données étaient confidentielles, caractère qui seul justifie la mise en œuvre de la procédure disciplinaire.**

**L'employeur est alors condamné à payer les salaires consécutifs à la mise à pied, outre les frais de procédure.**

Un appel est toujours possible, mais la thèse de l'employeur a du plomb dans l'aile. En matière de lutte contre les discriminations syndicales, toutes les décisions favorables méritent notre attention. En espérant que VALEO ne prennent plus ses désirs pour des réalités !

Communiqué des organisations syndicales

## **CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA**

vendredi 18 novembre 2011

---

**Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, dénoncent fermement les plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement.**

L'austérité en France et en Europe n'est pas la solution à la crise. Au contraire, elle risque d'entraîner la récession.

Le gouvernement décide de mesures dans le domaine social sans rencontrer ni entendre les organisations syndicales. Il fait porter les efforts sur les salariés, ce qui creuse les inégalités et plonge des milliers de familles dans les difficultés sociales

Après la taxe sur les complémentaires, les remboursements, l'instauration de forfaits et franchises, les ponctions sur le budget de l'assurance maladie, la diminution des prestations sociales, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics », en instaurant un jour de carence de plus dans le privé et un dans la Fonction publique et en tentant d'opposer les uns aux autres.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA décident d'agir ensemble pour s'opposer à ces mesures et obtenir d'autres solutions. Avec un appel commun, elles s'adresseront aux salariés pour interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre.

**DANS CE CADRE, LE 13 DÉCEMBRE 2011 SERA UN TEMPS FORT DE MOBILISATIONS INTERPROFESSIONNELLES, NOTAMMENT AVEC DES RASSEMBLEMENTS.**

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, se retrouveront rapidement après le 15 décembre, afin d'en tirer le bilan et d'envisager, ensemble, de nouvelles initiatives en janvier.

---



**PREMIERE INITIATIVE DU COLLECTIF 63  
POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE**  
**Expressions interprofessionnelles.**

Le collectif local pour un audit citoyen de la dette publique appelle :

**À UN RASSEMBLEMENT À 14H30, PLACE DE JAUDE,**

**CE SAMEDI 26 NOVEMBRE 2011.**

Venez nombreux pour dire **NON** aux politiques d'austérité, aux cadeaux faits aux riches, à l'idéologie ultralibérale et pour dire **OUI** à un audit citoyen de la dette publique.

L'Union Départementale Cgt du Puy de Dôme participe aux travaux de ce collectif et **appelle les syndiqué(e)s et la population à rejoindre ce rassemblement qui permettra une fois de plus de relayer une autre information, d'autres vérités sur la situation économique, et d'autres propositions.**



La FSESP est la **Fédération syndicale européenne des services publics**, la plus grande fédération de la CES. **Huit millions de travailleurs du service public et plus de 275 organisations syndicales en sont membres.** Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP)

Communiqué de la FSESP

## **30 NOVEMBRE 2011 LES SYNDICATS EUROPÉENS DES SERVICES PUBLICS COORDONNENT LEUR ACTION CONTRE L'AUSTÉRITÉ !**

Le Comité exécutif de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) **a décidé d'organiser, le 30 novembre, une journée d'action conjointe dans toute l'Europe contre l'austérité et pour une Europe sociale.** Cette date coïncide avec la réunion du Conseil des ministres des Finances à Bruxelles et le Conseil de l'emploi, prévu le lendemain.

Furieux face à l'incapacité des dirigeants politiques à élaborer une solution positive à la crise, et suite à de nombreuses actions nationales entreprises par les travailleurs du service public, les syndicats de la FSESP vont protester ensemble contre plusieurs mesures d'austérité actuellement prises, notamment la remise en cause des droits syndicaux et de négociation collective, les réductions de personnel, de salaire et de retraite, la diminution des services publics offerts aux citoyens, etc. Les travailleurs, leurs familles et leurs communautés doivent payer pour une crise qu'ils n'ont pas provoquée. Il est temps pour les gouvernements de taxer la spéculation, les riches et les banques afin de lutter contre les inégalités, de créer des emplois et de renforcer les services publics.

La mobilisation syndicale prendra la forme de grèves générales dans le secteur public, de journées d'action nationale, de réunions publiques, de piquets de grève et de manifestations devant les bureaux des représentants permanents de l'UE ou autres lieux symboliques. Des conférences de presse seront également organisées et des encarts publicitaires publiés dans la presse populaire de plusieurs pays.

Les effets de la crise diffèrent d'un pays à l'autre. Les syndicats européens des services publics rejettent l'approche « catastroïka » du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, qui cherchent à effectuer des coupes de plus en plus importantes dans les dépenses publiques. Ces politiques poussent les travailleurs et les citoyens dans la pauvreté et vers un avenir morose.

La FSESP va également tenter d'influencer les décisions du Conseil européen en décembre.

Nous espérons que le renforcement de la démocratie, les créations d'emplois et la protection de l'autonomie des partenaires sociaux seront au cœur d'une nouvelle gouvernance économique européenne.

Selon **Carola Fischbach-Pyttel**, secrétaire générale de la FSESP, « on assiste à des attaques massives contre tout ce pour quoi les travailleurs se sont battus. Nous ne pouvons pas laisser les banquiers, les spéculateurs et les ayatollahs du marché libre s'emparer de nos services publics et détruire les acquis sociaux historiques. Nous allons redoubler d'efforts pour résister et défendre ce qui est cher aux populations d'Europe. Nous devons être à la hauteur de ce défi. »

« Si les dirigeants européens n'écoutent pas notre message, nous allons intensifier nos efforts pour une autre Europe sociale et démocratique ! »

**Dans ce cadre, la CGT appelle à faire du 30 novembre 2011  
une journée d'action pour la défense et la promotion des services publics.**

La CGT Fonction publique appelle ses organisations, en lien étroit avec les structures interprofessionnelles, à construire avec les personnels la mobilisation sous des formes diversifiées dans les territoires (rassemblements notamment) au plus haut niveau.

**Comme l'ensemble des travailleurs d'Europe, le 30 novembre, disons « Non ! » à l'austérité et « Oui ! » au progrès social.**

**ORGANISONS LA RIPOSTE AU NIVEAU EUROPEEN**

